



Motion de la C.G.T.-FP 84

La feuille de route du nouveau DG est claire : Jérôme Fournel, fossoyeur professionnel, après s'être fait les dents sur nos collègues douaniers, a une nouvelle mission : enterrer la DGFIP, et avec elle un maximum d'agents.

Le timing et la méthode ne doivent rien au hasard. Le DG a décidé de publier, en une seule fois, les cartes de tous les départements, à grand renfort de communication, en fin de campagne IR, après la clôture des demandes de mutations locales et accessoirement, pour ajouter au mépris envers les agents et leurs représentants, en plein congrès national de la CGT Finances Publiques !

Depuis janvier, et la divulgation de la note de la DG « bâtir un nouveau réseau », nous savions dans le détail à quoi nous attendre. Sans changer d'un iota sa stratégie, la DG passe à l'étape suivante, en nommant un mercenaire proche de Darmanin, en lançant le 7 juin un bombardement éclair et massif, pour susciter l'effroi et la sidération chez les agents.

La communication de la DG et de la DDFIP 84: propagande et mensonges !

Il faut donc analyser ces cartes, et démontrer une communication qui s'apparente plutôt à une campagne de propagande.

D'abord la légende :

- **les services de gestion comptable (SGC)** : ce sont les back-office de la note « bâtir un nouveau réseau », dont l'objectif est de concentrer « les tâches industrialisables », ou les trésoreries hospitalières.

Nul besoin d'être devin pour comprendre que ces structures préparent les agences comptables, vouées à se développer. A priori, seul un accueil sur rendez-vous serait proposé, ce que confirme l'examen des autres points de la légende.

- **Conseillers des collectivités locales** : La sélection pour recaser nos cadres A+ va être rude. Mais pas d'impatience, le détachement vers la Fonction Publique Territoriale (FPT) n'est pas loin !

- **Accueils de proximité : le must en termes de propagande !** Cela prendrait la forme de permanences ponctuelles en mairie ou dans les Maisons France Services. Dixit Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires, les Maisons France Services devront intégrer obligatoirement les services suivant : CAF, Intérieur, Justice, Travail, Finances Publiques, CNAV, MSA, Pôle emploi, La Poste, pour obtenir le label « France Services ».

Pour répondre aux demandes du public : Qui ?, quand ?, Comment ?

Peu importe ! Renvoi aux démarches en lignes, aux plate-formes téléphoniques, prise de rendez-vous, et, en dernier recours, renvoi aux accueils des services de pleine compétence, s'ils assurent encore cette mission.

Le tour de passe-passe est bien là !: il ne s'agit plus de service public, mais de service « au public », qui peut donc être assuré par n'importe quel partenaire « labellisé ».

Autrement dit, privatisation de ces missions de service public, anciennement assurées par des agents de la Fonction Publique.

On connaissait déjà le sort réservé à l'accueil Finances Publiques dans les MSAP. Faute de réponses adaptées, ces permanences s'éteindront rapidement. Et quid des agents des finances qui assureront ces permanences ?

Le dernier volet de la propagande de la DG, c'est de ne pas rappeler que **ces restructurations vont absorber un volume sans précédent de suppressions de postes**. Les 120 000 postes supprimés pour 2022 dans la Fonction Publique sont régulièrement confirmés.

Le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique s'inscrit dans cette logique destructrice. Il « démolit nos statuts pour préparer la mobilité forcée fonctionnelle, le salaire au mérite, la contractualisation, les pleins pouvoirs à la hiérarchie avec la fin des CAP. Le DG annonce cyniquement « les mesures d'accompagnement inédites ». Parlerait-il de la rupture conventionnelle ?

Qui n'a pas en tête le souvenir tragique de travailleurs de France Télécom, dont le procès des dirigeants se tient en ce moment même !

Le nouveau DG attend explicitement des agents et de leurs organisations syndicales «une collaboration active pour construire ensemble le nouveau réseau de la DGFIP ». (Ulysse, 6 juin 2019).

La CGT Finances Publiques n'a pas pour rôle d'accompagner la destruction de nos missions, de nos emplois, de nos droits et garanties. Elle a décidé en congrès de refuser de participer à cette concertation qui, en voulant associer les OS à l'élaboration du schéma départemental du plan Darmanin, vise à désarmer les agents.

Pour la CGT Finances Publiques, **le plan Darmanin doit être retiré !**

Pour toutes ces raisons la CGT FP 84 ne siègera pas aujourd'hui, journée d'action pour le retrait du projet de loi de transformation de la fonction publique, à cette reconvoction du CTL, encore une belle illustration du dialogue social dans notre Direction.